

# Plus de 150 000 participants au Forum social mondial

## Partage international n° 199 - Mars 2005

Plus de 150 000 participants au Forum social mondial, venus de 135 pays, se sont rassemblés en janvier 2005 à Porto Alegre (Brésil). Dès ses débuts, il y a cinq ans, ce forum s'est donné pour tâche de réfléchir d'une manière nouvelle sur un certain nombre de thèmes et de sujets de réflexion, allant de solutions alternatives à la guerre à la fin de la pauvreté, en passant par l'instauration d'un commerce juste et équitable, l'extension et l'approfondissement des droits de l'homme et le respect de l'environnement. Cette année a été marquée par de nombreuses manifestations, dont une qui a vu défiler 200 000 personnes dans les rues. Les forums, tables rondes, conférences, se sont multipliés sur un vaste éventail de sujets. Une campagne a, cependant, pris une ampleur particulière - l'Appel mondial à agir contre la pauvreté (*Global Call to Action Against Poverty*), et qui s'est donné pour but de pousser les nations à accélérer leurs efforts pour atteindre, d'ici 2015 (date retenue officiellement par l'Onu), les Objectifs de développement du millénaire.

Parmi les participants au Forum se trouvait l'ancien premier ministre du Portugal, Antonio Guterres, actuel président de l'Internationale socialiste, qui a appelé à un « Plan Marshall non-paternaliste » pour l'Afrique. Dans une interview accordée à *Interpress Service*, il déclare que le monde « a besoin d'adopter une nouvelle approche, de découvrir de nouvelles façons de prendre en compte les besoins économiques, la cohésion sociale et la qualité de l'environnement », mais que cela n'irait pas sans que « les institutions internationales ne subissent de profondes réformes et que l'on n'instaure un système de gouvernance multilatérale. Ce qu'il faut avant tout, explique-t-il, c'est repenser le rôle que jouent des organismes comme le FMI, l'OMC (Organisation mondiale du commerce) et la Banque mondiale - organismes qui, étant de nature essentiellement financière, ont tendance à privilégier le côté économique par rapport au développement social et à l'environnement, alors que ces trois domaines sont

*intimement liés. »*

Autre participant au Forum, Lula da Silva, président du Brésil, souligna à quel point il est essentiel de « rassembler nos forces afin de faire de la faim un problème politique, et non plus seulement social. » Revenant sur l'effet unificateur de la tragédie du tsunami, il ajouta que la pauvreté est « un séisme silencieux et l'inégalité mondiale un gouffre ». Le vingtième siècle, selon lui, a été caractérisé par « l'abondance et l'injustice », une caractéristique devenue particulièrement flagrante « au cours des 40 dernières années où le PNB (Produit national brut) mondial a doublé alors que les inégalités entre le centre et la périphérie de la planète ont triplé. Les 25 % plus grosses fortunes du monde consomment 80 % des ressources disponibles, tandis que 2 milliards de personnes vivent sous le seuil de pauvreté (avec moins de 2 dollars par jour). Les économies industrialisées dépensent 900 milliards de dollars dans la protection de leurs frontières, mais consacrent moins de 111,5 milliards de dollars d'aide aux pays pauvres, où la faim est la première arme de destruction massive - tuant 11 enfants chaque minute, 24 000 humains par jour. L'équivalent d'un tsunami par semaine [...] »

Lula insista également sur le rôle des Nations unies, soulignant notamment la nécessité d'une réforme de ses institutions - en particulier du Conseil de sécurité, où des décisions engageant le monde reposent entre les mains d'une poignée de diplomates. « Si l'on veut que les pays pauvres soient en mesure de faire de leur effort de développement une priorité, il faut approfondir la démocratie au centre même du pouvoir. En particulier en s'attaquant à la réforme de l'Onu, et avant tout à celle du Conseil de sécurité. Mais la ligne de partage des inégalités ne bougera pas tant que le pouvoir politique demeurera confisqué par un système financier qui ne fait que perpétuer les relations internationales actuelles. 45 % des décisions prises par la BM le sont par les 7 pays les plus riches de la planète. Cinq économies centrales détiennent 40 % des votes du FMI, pendant que 23 nations africaines, prostrées par la faim, n'en ont que 1 %. » Autant de déclarations qui n'ont pas empêché Lula d'être quelque peu chahuté par des Brésiliens venus manifester leur impatience devant ce qu'ils estimaient la lenteur des réformes promises en

faveur des pauvres.

Le président du Venezuela, également présent, soutint fermement les initiatives de son collègue Lula et exprima son respect pour ces grands leaders et militants humanistes du passé qui ont pavé la voie des progrès d'aujourd'hui. Jésus-Christ, proclama-t-il, fut « *le plus grand des combattants et des révolutionnaires* » - une pensée qui allait particulièrement bien à ce Forum, dont le thème est, rappelons-nous, « Un autre monde est possible ! »

Des collaborateurs américains et français de *Share International* ont tenu un stand d'information et distribué de la documentation en de nombreuses langues, tout en organisant également des conférences et des ateliers de méditation de transmission avec traduction en portugais. Les visiteurs et participants, brésiliens ou étrangers, se

sont montrés très réceptifs aux idées concernant le retour du Christ, à ses messages de partage, de coopération mondiale, ainsi qu'à la méditation de transmission.

**Sources** : IPS ; TerraViva online

**Thématiques** : [Société](#), [politique](#), [Économie](#)

**Rubrique** : [La voix des peuples](#) (Cette rubrique est consacrée à une force en plein développement dans le monde. La voix du peuple ne cessera de s'amplifier jusqu'à ce que, guidés par la sagesse de Maitreya, les peuples conduisent leurs gouvernements à créer une société juste dans laquelle seront respectés les droits et les besoins de tous.)